

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2008 — 837

[2008/200765]

Extrait de l'arrêt n° 45/2008 du 4 mars 2008

Numéros du rôle : 4343 et 4344

En cause : les recours en annulation de l'article 15, § 1^{er}, b), 3^o, de la loi du 11 avril 2003 prévoyant de nouvelles mesures en faveur des victimes de la guerre, introduits par Maurice Rottenberg et Anna Rottenberg.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Melchior et M. Bossuyt, et des juges P. Martens, L. Lavrysen, J.-P. Moerman, E. Derycke et J. Spreutels, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 20 novembre 2007 et parvenues au greffe le 21 novembre 2007, des recours en annulation de l'article 15, § 1^{er}, b), 3^o, de la loi du 11 avril 2003 prévoyant de nouvelles mesures en faveur des victimes de la guerre ont été introduits, à la suite de l'arrêt de la Cour n° 103/2007 du 12 juillet 2007 (publié au *Moniteur belge* du 10 septembre 2007), par Maurice Rottenberg, demeurant à 1030 Bruxelles, rue Knapen 50/9, et par Anna Rottenberg, demeurant à 1030 Bruxelles, rue Knapen 50/4.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 4343 et 4344 du rôle de la Cour, ont été jointes.

Le 11 décembre 2007, en application de l'article 72, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, les juges-rapporteurs P. Martens et L. Lavrysen ont informé la Cour qu'ils pourraient être amenés à proposer de rendre un arrêt de réponse immédiate.

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1. L'article 15, § 1^{er}, de la loi du 11 avril 2003 prévoyant de nouvelles mesures en faveur des victimes de guerre dispose :

« Il est institué une rente viagère personnelle égale à une rente de réfractaire de 4 semestres en ce compris la majoration prévue à l'article 2 de la présente loi, en faveur de toute personne :

a) dont le père et la mère, déportés de Belgique suite aux mesures de persécutions raciales des autorités occupantes, sont décédés en déportation, pour autant qu'elle réalise les conditions suivantes :

1° être âgée de moins de 21 ans au 10 mai 1940;

2° être belge au 1^{er} janvier 2003;

3° résider en Belgique au 10 mai 1940, à l'exception des personnes nées après le 10 mai 1940 de parents résidant en Belgique à cette date et ce jusqu'à leur déportation;

4° ne pas bénéficier ou n'avoir pas bénéficié de pensions d'orphelins en vertu des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948, ou de pensions d'orphelins ou d'allocations allouées sur base de l'article 6, § 4, de la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 tel qu'il était libellé avant sa modification par la loi du 18 mai 1998 ou de l'indemnité ou de la rente prévue par le décret français du 13 juillet 2000 instituant une mesure de réparation pour les orphelins dont les parents ont été victimes de persécutions antisémites.

b) ou qui, soumise aux mesures de persécutions raciales des autorités occupantes, a été forcée de vivre dans la clandestinité, pour autant qu'elle réalise les conditions suivantes :

1° résider en Belgique au 10 mai 1940, à l'exception des personnes nées après le 10 mai 1940 de parents résidant en Belgique à cette date et ce jusqu'à leur déportation;

2° être Belge au 1^{er} janvier 2003;

3° ne pas bénéficier d'une pension d'invalidité sur la base de la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 ou ne pas s'être vu reconnaître le droit à en bénéficier en cas d'application de l'article 5 de la loi précitée ».

B.2. Par l'arrêt n° 103/2007 du 12 juillet 2007, rendu sur question préjudicielle, la Cour a dit pour droit :

« L'article 15, § 1^{er}, b), 3^o, de la loi du 11 avril 2003 prévoyant de nouvelles mesures en faveur des victimes de la guerre viole les articles 10 et 11 de la Constitution ».

Cet arrêt a été publié au *Moniteur belge* le 10 septembre 2007.

B.3. En vertu de l'article 4, dernier alinéa, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, un nouveau délai de six mois est ouvert pour l'introduction d'un recours en annulation d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance par, notamment, toute personne justifiant d'un intérêt lorsque la Cour, statuant sur une question préjudicielle, a déclaré que cette loi, ce décret ou cette ordonnance viole une des règles ou un des articles de la Constitution dont la Cour contrôle le respect.

Le recours est recevable en ce qu'il est introduit sur la base de cette disposition.

B.4. Par ailleurs, les requérants, qui se sont tous deux vu refuser la rente prévue par l'article 15, § 1^{er}, précité, en application du point *b*), 3^o, de cette disposition, ont intérêt à en demander l'annulation.

B.5. La disposition attaquée a été adoptée parmi « certaines mesures spécifiques en faveur des membres des Communautés juive et tzigane qui ont eu à souffrir des persécutions raciales pratiquées par l'occupant au cours de la Seconde guerre mondiale ». Ces mesures procèdent de la volonté du législateur de compenser « des discriminations antérieures » (*Doc. parl.*, Chambre, 2002-2003, DOC 50-2273/001, p. 4) dues au fait que les personnes visées n'avaient pas pu obtenir par le passé les mêmes avantages que d'autres victimes de la guerre (*ibid.*, pp. 8-9; *Doc. parl.*, Sénat, 2002-2003, n^o 2-1534/3, pp. 2-3).

Elle concerne, d'une part, les orphelins de personnes déportées qui n'ont pas obtenu le statut de prisonnier politique parce qu'elles ne répondaient pas à la condition de nationalité exigée pour l'obtention de ce statut, et, d'autre part, les personnes ayant échappé à la déportation grâce à leur passage dans la clandestinité. Au sujet de ces dernières, l'exposé des motifs précise que le but de la disposition est « la prise en compte, par la reconnaissance des souffrances endurées, de la situation spécifique » qu'elles ont vécue, à savoir « non seulement [...] la peur permanente de la déportation et des rafles qui en constituèrent l'étape préalable mais également, du fait même de leur passage dans l'illégalité, [...] des conditions physiques et psychiques éprouvantes » (*Doc. parl.*, Chambre, 2002-2003, DOC 50-2273/001, p. 9).

B.6.1. La rente créée par l'article 15, § 1^{er}, *a*), de la loi du 11 avril 2003 au profit des orphelins de déportés, qui compense le fait qu'ils n'ont pu bénéficier des pensions octroyées aux orphelins par les législations antérieures relatives aux réparations de guerre, parce qu'ils ne remplissaient pas la condition relative à la nationalité, s'apparente aux pensions de réparation qui ont été instituées notamment par les lois coordonnées le 5 octobre 1948 sur les pensions de réparation et par la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit. Elle a pour objet de réparer le préjudice subi par les enfants du fait du décès de leurs parents à cause de la guerre. Elle n'est d'ailleurs octroyée qu'aux personnes qui n'ont pas déjà bénéficié d'une pension d'orphelin, ce qui permet d'éviter qu'un même préjudice soit réparé deux fois.

B.6.2. En revanche, la rente créée par l'article 15, § 1^{er}, *b*), de la loi du 11 avril 2003 au profit des adultes et enfants qui ont vécu dans la clandestinité n'a pas pour objet de compenser un préjudice du même ordre. Sa création procède de la volonté de tenir compte des conditions difficiles dans lesquelles ces personnes ont été forcées de vivre, à cause des mesures de persécutions raciales des autorités occupantes. Elle s'apparente davantage aux rentes octroyées dans le cadre des statuts de reconnaissance nationale aux réfractaires et déportés pour le travail obligatoire par la loi du 12 décembre 1969 ou aux résistants par la loi du 4 juin 1982.

B.7.1. Il est vrai que la rente litigieuse et les rentes octroyées aux autres catégories de personnes bénéficiant d'un statut de reconnaissance nationale diffèrent tant par les situations visées que par leurs montants et les conditions de leur octroi, ce qui rend une comparaison précise malaisée. Ces différences sont dues, en partie, à l'important laps de temps séparant l'élaboration des différentes réglementations, qui a pour effet que la situation personnelle des intéressés et les besoins qui y sont liés sont différents. Il n'en demeure pas moins que tant la nature de la mesure que la volonté exprimée par le législateur de prendre en considération des souffrances endurées par les intéressés durant la guerre montrent que la rente créée par l'article 15, § 1^{er}, *b*), de la loi du 11 avril 2003 au profit des « adultes et enfants cachés » peut être rangée parmi les autres statuts de reconnaissance nationale et ne constitue pas une pension visant à réparer un préjudice matériel dû à la guerre.

B.7.2. Au cours des discussions en commission parlementaire, le Ministre de la Défense a précisé que la disposition attaquée permettait « d'éviter une double indemnisation » et qu'il était « fait application, ici, des règles générales, en matière de cumul des pensions » (*Doc. parl.*, Chambre, 2002-2003, DOC 50-2273/005, p. 12).

Cette explication ne saurait toutefois justifier la différence de traitement établie par l'article 15, § 1^{er}, *b*), 3^o, de la loi du 11 avril 2003 entre les personnes qui ne sont pas bénéficiaires d'une pension d'invalidité sur la base de la loi du 15 mars 1954 et celles qui se sont vu reconnaître le bénéfice d'une pension d'invalidité sur la base de cette loi. En effet, ainsi qu'il a été exposé en B.6.2, la rente octroyée par la disposition attaquée aux adultes et enfants juifs et tziganes cachés durant la seconde guerre mondiale n'a pas le caractère d'une pension, et elle n'a pas pour objet d'indemniser le même préjudice que celui qui est pris en compte par la pension d'invalidité octroyée en vertu de la loi du 15 mars 1954.

B.8. En ce qu'elle exclut, du bénéfice de la rente qu'elle crée au profit des personnes qui ont été forcées de vivre dans la clandestinité, les personnes qui, parce qu'elles étaient soumises aux mesures de persécutions raciales des autorités occupantes, bénéficient d'une pension d'invalidité sur la base de la loi du 15 mars 1954 ou se sont vu reconnaître le droit à en bénéficier en application de l'article 5 de cette loi, la disposition attaquée crée une différence de traitement qui n'est pas compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

Par ces motifs,

la Cour

annule l'article 15, § 1^{er}, *b*), 3^o, de la loi du 11 avril 2003 prévoyant de nouvelles mesures en faveur des victimes de la guerre.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 4 mars 2008.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

M. Melchior.

GRONDWETTELIJK HOF

N. 2008 — 837

[2008/200765]

Uittreksel uit arrest nr. 45/2008 van 4 maart 2008

Rolnummers 4343 en 4344

In zake : de beroepen tot vernietiging van artikel 15, § 1, *b*), 3^o, van de wet van 11 april 2003 houdende nieuwe maatregelen ten gunste van de oorlogsslachtoffers, ingesteld door Maurice Rottenberg en Anna Rottenberg.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en M. Bossuyt, en de rechters P. Martens, L. Lavrysen, J.-P. Moerman, E. Derycke en J. Spreutels, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen en rechtspleging*

Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 20 november 2007 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 21 november 2007, zijn beroepen tot vernietiging ingesteld van artikel 15, § 1, *b*), 3^o, van de wet van 11 april 2003 houdende nieuwe maatregelen ten gunste van de oorlogsslachtoffers, ingevolge het arrest van het Hof nr. 103/2007 van 12 juli 2007 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 10 september 2007), door Maurice Rottenberg, wonende te 1030 Brussel, Knapenstraat 50/9, en door Anna Rottenberg, wonende te 1030 Brussel, Knapenstraat 50/4.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 4343 en 4344 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

Op 11 december 2007 hebben de rechters-verslaggevers P. Martens en L. Lavrysen, met toepassing van artikel 72, eerste lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989, het Hof ervan in kennis gesteld dat zij ertoe zouden kunnen worden gebracht voor te stellen een arrest van onmiddellijk antwoord te wijzen.

(...)

II. *In rechte*

(...)

B.1. Artikel 15, § 1, van de wet van 11 april 2003 houdende nieuwe maatregelen ten gunste van de oorlogsslachtoffers bepaalt :

« Er wordt een persoonlijke lijfrente ingesteld gelijk aan 4 semesters van de rente als werkweigeraar, daarin begrepen de verhoging bedoeld in artikel 2 van deze wet, ten voordele van elke persoon :

a) wiens vader en moeder, die vanuit België zijn weggevoerd ten gevolge van de rassensvervolgingen van de bezetter, tijdens de deportatie zijn overleden, voor zover de volgende voorwaarden zijn vervuld :

1^o nog geen 21 jaar zijn geweest op 10 mei 1940;

2^o Belg zijn op 1 januari 2003;

3^o in België hebben verbleven op 10 mei 1940, met uitzondering van de personen die na 10 mei 1940 zijn geboren uit ouders die op die datum en tot hun deportatie in België verbleven;

4^o geen wezenpensioenen op grond van de wetten op de herstelpensioenen, gecoördineerd door het besluit van de Regent van 5 oktober 1948 genieten of hebben genoten, noch wezenpensioenen of uitkeringen hebben ontvangen op grond van artikel 6, § 4, van de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstelpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945, zoals het luidde voordat het werd gewijzigd bij de wet van 18 mei 1998, en evenmin de vergoeding of rente hebben ontvangen als bepaald bij het Franse decreet van 13 juli 2000 tot instelling van een herstelmaatregel voor de wezen wier ouders het slachtoffer waren van jodenvervolgingen.

b) of die, onderworpen aan de door de bezetter genomen maatregelen van rassensvervolging, werd gedwongen in de illegaliteit te leven, voor zover de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1^o in België hebben verbleven op 10 mei 1940, met uitzondering van de personen die na 10 mei 1940 zijn geboren uit ouders die op die datum en tot hun deportatie in België verbleven;

2^o Belg zijn op 1 januari 2003;

3^o geen invaliditeitspensioen op basis van de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstelpensioenen van de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 genieten of daar niet toe gerechtigd zijn in geval van toepassing van artikel 5 van voornoemde wet ».

B.2. In het op prejudiciële vraag gewezen arrest nr. 103/2007 van 12 juli 2007 heeft het Hof voor recht gezegd :

« Artikel 15, § 1, *b*), 3^o, van de wet van 11 april 2003 houdende nieuwe maatregelen ten gunste van de oorlogsslachtoffers schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet ».

Dat arrest is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* op 10 september 2007.

B.3. Krachtens artikel 4, laatste lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989, wordt een nieuwe termijn van zes maanden opengesteld voor het instellen van een beroep tot vernietiging tegen een wet, een decreet of een ordonnantie voor met name iedere persoon die doet blijken van een belang wanneer het Hof, uitspraak doende op een prejudiciële vraag, heeft verklaard dat die wet, dat decreet of die ordonnantie een van de regels of een van de artikelen van de Grondwet schendt waarvan het Hof de inachtneming toetst.

Het beroep is ontvankelijk nu het is ingesteld op grond van die bepaling.

B.4. Bovendien hebben de verzoekers, aan wie de rente bedoeld in het voormelde artikel 15, § 1, met toepassing van punt *b*), 3°, van die bepaling werd geweigerd, belang bij het vorderen van de vernietiging ervan.

B.5. De bestreden bepaling is aangenomen als een van de « bepaalde specifieke maatregelen [...] ten voordele van de leden van de joodse gemeenschap en de zigeunergemeenschap die geleden hebben onder de rassenvolgeningen van de bezetter tijdens de Tweede Wereldoorlog ». Die maatregelen vloeien voort uit de wil van de wetgever om « discriminaties van eertijds » te compenseren (*Parl. St.*, Kamer, 2002-2003, DOC 50-2273/001, p. 4), te wijten aan het feit dat de beoogde personen in het verleden niet dezelfde voordelen konden verkrijgen als andere oorlogsslachtoffers (*ibid.*, pp. 8-9; *Parl. St.*, Senaat, 2002-2003, nr. 2-1534/3, pp. 2-3).

Zij heeft betrekking op, enerzijds, de wezen van gedeporteerden die niet het statuut van politiek gevangene hebben gekregen omdat zij niet beantwoordden aan de vereiste nationaliteitsvoorwaarde om dat statuut te verkrijgen en, anderzijds, de personen die aan de deportatie zijn ontsnapt dankzij het feit dat ze zijn ondergedoken in de clandestiniteit. In verband met laatstgenoemden wordt in de memorie van toelichting gepreciseerd dat het doel van de bepaling erin bestaat « via de erkenning van het leed » dat zij hebben doorstaan, « rekening te houden met de specifieke situatie » die ze hebben meegemaakt, namelijk « niet alleen [...] de voortdurende angst voor deportatie en voor de razzia's die daaraan voorafgingen, maar [...] eveneens ten gevolge van het onderduiken in de illegaliteit, fysiek en psychisch uitermate zware levensomstandigheden » (*Parl. St.*, Kamer, 2002-2003, DOC 50-2273/001, p. 9).

B.6.1. De bij artikel 15, § 1, *a*), van de wet van 11 april 2003 ingevoerde rente ten voordele van de wezen van gedeporteerden, die het feit compenseert dat zij niet de pensioenen hebben kunnen genieten die, bij de vroegere wetgevingen in verband met herstelbetalingen voor de oorlog, aan de wezen werden toegekend omdat zij niet aan de nationaliteitsvoorwaarden voldeden, sluit aan bij de herstellpensioenen die inzonderheid werden ingevoerd bij de op 5 oktober 1948 gecoördineerde wetten op de herstellpensioenen en bij de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstellpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden. Zij heeft tot doel het nadeel te herstellen dat die kinderen hebben geleden door het overlijden van hun ouders om reden van de oorlog. Zij wordt overigens enkel toegekend aan de personen die nog geen wezenpensioenen hebben genoten, waardoor kan worden vermeden dat eenzelfde schade twee maal wordt vergoed.

B.6.2. De rente die wordt ingevoerd bij artikel 15, § 1, *b*), van de wet van 11 april 2003 ten voordele van de volwassenen en kinderen die in de clandestiniteit hebben geleefd, heeft daarentegen niet tot doel schade van dezelfde orde te compenseren. De invoering ervan vloeit voort uit de wil om rekening te houden met de moeilijke omstandigheden waarin die personen hebben moeten leven om reden van maatregelen van rassenvolgeningen vanwege de bezetter. Zij leunt veeleer aan bij de renten die in het raam van de statuten van nationale erkenning worden toegekend aan de werkweigeraars en gedeporteerden voor de verplichte tewerkstelling bij de wet van 12 december 1969 of aan de verzetsstrijders bij de wet van 4 juni 1982.

B.7.1. De in het geding zijnde rente en de renten die worden toegekend aan de andere categorieën van personen die een statuut van nationale erkenning genieten, verschillen weliswaar zowel door de beoogde situaties als door de bedragen ervan en de voorwaarden van toekenning, wat een precieze vergelijking bemoeilijkt. Die verschillen zijn deels te wijten aan het grote tijdsverschil tussen de totstandkoming van de verschillende regelingen, waardoor de persoonlijke situatie van de betrokkenen en de daarmee samenhangende noden verschillend zijn. Zowel de aard van de maatregel als de door de wetgever uitgedrukte wil om het lijden van de betrokkenen in de oorlog in aanmerking te nemen, tonen niettemin aan dat de bij artikel 15, § 1, *b*), van de wet van 11 april 2003 in het leven geroepen rente ten voordele van de « verborgen volwassenen en kinderen » kan worden ingedeeld bij de andere statuten van nationale erkenning en geen pensioen vormt dat ertoe strekt een aan de oorlog te wijten materieel nadeel te herstellen.

B.7.2. Tijdens de besprekingen in de parlementaire commissie heeft de minister van Landsverdediging gepreciseerd dat de bestreden bepaling ertoe strekte « een dubbele schadevergoeding te voorkomen » en dat « ter zake [...] de algemene regels [worden] toegepast inzake de cumulatie van pensioenen » (*Parl. St.*, Kamer, 2002-2003, DOC 50-2273/005, p. 12).

Die uitleg kan echter niet het verschil in behandeling verantwoorden dat bij artikel 15, § 1, *b*), 3°, van de wet van 11 april 2003 wordt ingevoerd tussen de personen die geen invaliditeitspensioen genieten op grond van de wet van 15 maart 1954 en diegenen aan wie het voordeel van een invaliditeitspensioen werd toegekend op grond van die wet. Zoals is uiteengezet in B.6.2, heeft de rente die bij de bestreden bepaling wordt toegekend aan de volwassenen en kinderen die joden of zigeuners zijn die tijdens de Tweede Wereldoorlog werden verborgen, niet het karakter van een pensioen, en ze strekt niet tot de schadeloosstelling voor hetzelfde nadeel als datgene dat in aanmerking wordt genomen voor het invaliditeitspensioen dat wordt toegekend krachtens de wet van 15 maart 1954.

B.8. In zoverre de bestreden bepaling van de rente die zij invoert ten voordele van de personen die werden gedwongen in de clandestiniteit te leven, de personen uitsluit die, omdat zij waren onderworpen aan de maatregelen van rassenvolgeningen vanwege de bezetter, een invaliditeitspensioen genieten op grond van de wet van 15 maart 1954 of aan wie het recht om dat te genieten werd toegekend met toepassing van artikel 5 van dezelfde wet, roept ze een verschil in behandeling in het leven dat niet bestaanbaar is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt artikel 15, § 1, *b*), 3°, van de wet van 11 april 2003 houdende nieuwe maatregelen ten gunste van de oorlogsslachtoffers.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989, op de openbare terechtzitting van 4 maart 2008.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

M. Melchior.

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2008 — 837

[2008/200765]

Auszug aus dem Urteil Nr. 45/2008 vom 4. März 2008

Geschäftsverzeichnisnummern 4343 und 4344

In Sachen: Klagen auf Nichtigerklärung von Artikel 15 § 1 Buchstabe b) Nr. 3 des Gesetzes vom 11. April 2003 zur Festlegung neuer Maßnahmen zugunsten der Kriegsoffer, erhoben von Maurice Rottenberg und Anna Rottenberg.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und M. Bossuyt, und den Richtern P. Martens, L. Lavrysen, J.-P. Moerman, E. Derycke und J. Spreutels, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klagen und Verfahren*

Mit Klageschriften, die dem Hof mit am 20. November 2007 bei der Post aufgegebenem Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 21. November 2007 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klagen auf Nichtigerklärung von Artikel 15 § 1 Buchstabe b) Nr. 3 des Gesetzes vom 11. April 2003 zur Festlegung neuer Maßnahmen zugunsten der Kriegsoffer, infolge des Urteils des Hofes Nr. 103/2007 vom 12. Juli 2007 (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 10. September 2007): Maurice Rottenberg, wohnhaft in 1030 Brüssel, rue Knapen 50/9, und Anna Rottenberg, wohnhaft in 1030 Brüssel, rue Knapen 50/4.

Diese unter den Nummern 4343 und 4344 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

Am 11. Dezember 2007 haben die referierenden Richter P. Martens und L. Larvysen in Anwendung von Artikel 72 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 den Hof davon in Kenntnis gesetzt, dass sie dazu veranlasst werden könnten, vorzuschlagen, ein Urteil in unverzüglicher Beantwortung zu verkünden.

(...)

II. *In rechtlicher Beziehung*

(...)

B.1. Artikel 15 § 1 des Gesetzes vom 11. April 2003 zur Festlegung neuer Maßnahmen zugunsten der Kriegsoffer bestimmt:

«Es wird eine persönliche Leibrente in Höhe einer Rente für Zwangsarbeitsverweigerer von vier Halbjahren, einschließlich der in Artikel 2 dieses Gesetzes vorgesehenen Erhöhung, eingeführt zugunsten jeder Person:

a) deren Vater und Mutter infolge der Rassenverfolgung durch die Besatzungsbehörden aus Belgien deportiert wurden und die in der Deportation verstorben sind, sofern sie folgende Bedingung erfüllt:

1. am 10. Mai 1940 noch keine 21 Jahre alt gewesen sein;

2. am 1. Januar 2003 Belgier sein;

3. am 10. Mai 1940 in Belgien wohnhaft gewesen sein, mit Ausnahme der Personen, die nach dem 10. Mai 1940 geboren wurden von Eltern, die an diesem Datum und bis zu ihrer Deportation in Belgien wohnhaft waren;

4. keine Waisenpensionen aufgrund der durch den Erlass des Regenten vom 5. Oktober 1948 koordinierten Gesetze über die Wiedergutmachungspensionen und keine Waisenpensionen oder Zulagen aufgrund von Artikel 6 § 4 des Gesetzes vom 15. März 1954 über die Wiedergutmachungspensionen für die Zivilopfer des Krieges 1940-1945 in der Fassung vor seiner Abänderung durch das Gesetz vom 18. Mai 1998 und keine Entschädigung oder Rente im Sinne des französischen Dekrets vom 13. Juli 2000 zur Einführung einer Wiedergutmachungsmaßnahme für Waisen, deren Eltern Opfer der Judenverfolgung geworden sind, erhalten oder erhalten haben;

b) oder die den Maßnahmen der Rassenverfolgung durch die Besatzungsbehörden unterlag und gezwungen wurde, in der Illegalität zu leben, sofern sie die folgenden Bedingungen erfüllt:

1. am 10. Mai 1940 in Belgien wohnhaft gewesen sein, mit Ausnahme der Personen, die nach dem 10. Mai 1940 geboren wurden von Eltern, die an diesem Datum und bis zu ihrer Deportation in Belgien wohnhaft waren;

2. am 1. Januar 2003 Belgier sein;

3. keine Invaliditätspension aufgrund des Gesetzes vom 15. März 1954 über die Wiedergutmachungspensionen für die Zivilopfer des Krieges 1940-1945 erhalten oder nicht das Recht darauf im Falle der Anwendung von Artikel 5 des vorerwähnten Gesetzes anerkannt bekommen haben».

B.2. In dem auf eine präjudizielle Frage hin verkündeten Urteil Nr. 103/2007 vom 12. Juli 2007 hat der Hof für Recht erkannt:

«Artikel 15 § 1 Buchstabe b) Nr. 3 des Gesetzes vom 11. April 2003 zur Festlegung neuer Maßnahmen zugunsten der Kriegsoffer verstößt gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung».

Dieses Urteil wurde am 10. September 2007 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

B.3. Kraft Artikel 4 letzter Absatz des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 wird eine neue Frist von sechs Monaten für die Einreichung einer Klage auf Nichtigerklärung eines Gesetzes, eines Dekrets oder einer Ordonnanz insbesondere jeglicher Person, die ein Interesse nachweist, gewährt, wenn der Hof auf eine präjudizielle Frage hin erklärt hat, dass dieses Gesetz, dieses Dekret oder diese Ordonnanz gegen eine der Regeln oder gegen einen der Verfassungsartikel verstößt, deren Beachtung der Hof überwacht.

Die Klage ist zulässig, indem sie auf der Grundlage dieser Bestimmung eingereicht wurde.

B.4. Außerdem haben die Kläger, denen die Rente im Sinne des vorerwähnten Artikels 15 § 1 in Anwendung von Buchstabe *b*) Nr. 3 dieser Bestimmung verweigert wurde, ein Interesse daran, die Nichtigerklärung derselben zu beantragen.

B.5. Die angefochtene Bestimmung wurde angenommen unter «gewissen spezifischen Maßnahmen [...] zugunsten der Mitglieder der jüdischen Gemeinschaft und der Zigeunergemeinschaft, die unter den Rassenverfolgungen durch den Besatzer während des Zweiten Weltkriegs gelitten haben». Diese Maßnahmen ergeben sich aus dem Willen des Gesetzgebers, «frühere Diskriminierungen» auszugleichen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2002-2003, DOC 50-2273/001, S. 4), die darauf zurückzuführen waren, dass die betroffenen Personen in der Vergangenheit nicht die gleichen Vorteile erhalten konnten wie andere Kriegsoffer (ebenda, SS. 8-9; *Parl. Dok.*, Senat, 2002-2003, Nr. 2-1534/3, SS. 2-3).

Sie betrifft einerseits die Waisen von deportierten Personen, die nicht den Status als politische Gefangene erhalten haben, weil sie nicht die zum Erhalt dieses Status vorgeschriebene Bedingung der Staatsangehörigkeit erfüllten, und andererseits die Personen, die der Deportation entgangen sind, weil sie sich in die Illegalität begeben haben. Bezüglich der Letzteren wurde in der Begründung präzisiert, dass der Zweck der Bestimmung in der «Berücksichtigung der spezifischen Situation durch Anerkennung der Leiden» besteht, nämlich «nicht nur [...] die ständige Angst vor Deportation und Razzien, die ihr vorausgingen, sondern ebenfalls wegen ihres Abtauchens in die Illegalität, [...] wegen der belastenden körperlichen und psychischen Bedingungen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2002-2003, DOC 50-2273/001, S. 9).

B.6.1. Die durch Artikel 15 § 1 Buchstabe *a*) des Gesetzes vom 11. April 2003 zugunsten der Waisen von Deportierten eingeführte Rente, die den Umstand ausgleicht, dass sie nicht die Pensionen erhalten konnten, die den Waisen durch vorherige Gesetzgebungen über Kriegsschädigungen gewährt wurden, weil sie nicht die Bedingung der Staatszugehörigkeit erfüllten, kommt den Wiedergutmachungspensionen gleich, die insbesondere durch die koordinierten Gesetze vom 5. Oktober 1948 über die Wiedergutmachungspensionen und durch das Gesetz vom 15. März 1954 über die Wiedergutmachungspensionen für die Zivilopfer des Krieges 1940-1945 und ihre Anspruchsberechtigten eingeführt wurden. Sie bezweckt die Wiedergutmachung des Schadens, den die Kinder durch den Tod ihrer Eltern wegen des Krieges erlitten haben. Sie wird im Übrigen nur den Personen gewährt, die noch keine Waisenrente erhalten haben, so dass vermieden wird, denselben Schaden zwei Mal wiedergutzumachen.

B.6.2. Umgekehrt bezweckt die Rente, die durch Artikel 15 § 1 Buchstabe *b*) des Gesetzes vom 11. April 2003 zugunsten der Erwachsenen und Kinder, die nicht in der Illegalität gelebt haben, eingeführt wurde, nicht die Wiedergutmachung eines Schadens gleicher Art. Ihre Einführung beruht auf dem Willen, die schwierigen Bedingungen zu berücksichtigen, unter denen diese Personen leben mussten wegen der Maßnahmen der Rassenverfolgungen durch die Besatzungsbehörden. Sie kommt eher den Renten gleich, die im Rahmen des Status der nationalen Anerkennung den Zwangsarbeitsverweigerern und Deportierten für die Zwangsarbeit durch das Gesetz vom 12. Dezember 1969 oder den Widerstandskämpfern durch das Gesetz vom 4. Juni 1982 gewährt wurden.

B.7.1. Es trifft zu, dass die strittige Rente und die Renten, die den anderen Kategorien von Personen mit einem Status der nationalen Anerkennung gewährt werden, sich sowohl durch die betroffenen Situationen als auch durch ihre Beträge und die Bedingungen für ihre Gewährung unterscheiden, so dass ein präziser Vergleich schwierig ist. Diese Unterschiede sind teilweise auf die große Zeitspanne zwischen der Ausarbeitung der verschiedenen Regelungen zurückzuführen, was zur Folge hat, dass die persönliche Lage der Betroffenen und die damit verbundenen Bedürfnisse unterschiedlich sind. Dennoch zeigen sowohl die Beschaffenheit der Maßnahme als auch der durch den Gesetzgeber ausgedrückte Wille, das Leiden der Betroffenen während des Krieges zu berücksichtigen, dass die durch Artikel 15 § 1 Buchstabe *b*) des Gesetzes vom 11. April 2003 zugunsten der «versteckten Erwachsenen und Kinder» ins Leben gerufene Rente in die anderen Formen des Status der nationalen Anerkennung eingeordnet werden kann und keine Pension darstellt, die dazu dient, einen durch den Krieg entstandenen materiellen Schaden wiedergutzumachen.

B.7.2. Während der Diskussionen in der Parlamentskommission hat der Verteidigungsminister präzisiert, dass die angefochtene Bestimmung es ermögliche, «eine doppelte Entschädigung zu vermeiden» und dass «hier [...] die allgemeinen Regeln bezüglich der Kumulierung von Pensionen Anwendung» fänden (*Parl. Dok.*, Kammer, 2002-2003, DOC 50-2273/005, S. 12).

Diese Erklärung kann jedoch nicht den Behandlungsunterschied rechtfertigen, der durch Artikel 15 § 1 Buchstabe *b*) Nr. 3 des Gesetzes vom 11. April 2003 eingeführt wird zwischen Personen, die keine Invaliditätspension auf der Grundlage des Gesetzes vom 15. März 1954 erhalten, und denjenigen, denen eine Invaliditätspension auf der Grundlage dieses Gesetzes gewährt wird. Wie bereits in B.6.2 dargelegt wurde, weist die Rente, die durch die angefochtene Bestimmung den während des Zweiten Weltkriegs versteckten Erwachsenen und Kindern aus der jüdischen Gemeinschaft oder der Gemeinschaft der Zigeuner gewährt wird, nämlich nicht die Beschaffenheit einer Pension auf, und sie dient nicht dazu, den gleichen Schaden wiedergutzumachen, wie er durch die Invaliditätspension berücksichtigt wird, die aufgrund des Gesetzes vom 15. März 1954 gewährt wird.

B.8. Insofern die angefochtene Bestimmung von der durch sie zugunsten der Personen, die gezwungen worden sind, in der Illegalität zu leben, eingeführten Rente die Personen ausschließt, die, weil sie den Maßnahmen der Rassenverfolgungen durch die Besatzungsbehörden unterlagen, eine Invaliditätspension auf der Grundlage des Gesetzes vom 15. März 1954 erhalten oder denen das Recht darauf in Anwendung von Artikel 5 dieses Gesetzes zuerkannt wurde, führt sie einen Behandlungsunterschied ein, der nicht mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung vereinbar ist.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt Artikel 15 § 1 Buchstabe *b*) Nr. 3 des Gesetzes vom 11. April 2003 zur Festlegung neuer Maßnahmen zugunsten der Kriegsoffer für nichtig.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, in der öffentlichen Sitzung vom 4. März 2008.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.